

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

-

CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Le Pouvoir Adjudicateur :

INSA de TOULOUSE
135 Avenue de Rangueil,
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Procédure adaptée
En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

MARCHE N°2025-027 :

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE PROGRAMMISTE

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

14 novembre 2025

IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

Code NACRES : BF.13 – études préalables (topographie, études de sol, prospection...), programmation

Organisme de publicité : PLACE

Service instructeur : Service infrastructures

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de Services</p> <p><u>Objet</u> : ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE PROGRAMMISTE</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSA TOULOUSE 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE CEDEX 4</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Prestations Intellectuelles.</p>
	<p>INSA TOULOUSE, 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE CEDEX 4</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée du marché est indiquée au sein de ce document.</p> <p>Le marché ne prévoit aucune reconduction.</p>
	<p>Le marché est à prix forfaitaire.</p>
	<p>Le marché est révisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR	5
1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELLE DE L'ACHETEUR.....	5
1.2. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC	5
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 6. INTERVENANTS.....	6
6.1. SOUS-TRAITANCE	6
6.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	7
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC	8
7.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX	8
7.2. CONTENU DU PRIX.....	8
7.3. VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 8. AVANCE	8
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT	9
10.1. DÉLAI DE PAIEMENT	9
10.2. FACTURATION	9
10.3. ACOMPTE.....	10
10.4. SOLDE	10
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 11. MODALITÉS DE COMMUNICATION	11
ARTICLE 12. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 13. CLAUDE DE REEXAMEN ET MODIFICATIONS.....	11
ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	11
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	12
ARTICLE 15. ADMISSION.....	12
ARTICLE 16. DÉLAI DE GARANTIE	12
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES	13
ARTICLE 17. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	13
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	14
ARTICLE 18. PÉNALITÉS.....	14
18.1. GÉNÉRALITÉS SUR LES PÉNALITÉS	14
18.2. PÉNALITÉS	14
ARTICLE 19. MESURES COERCITIVES.....	15
ARTICLE 20. CAS DE RÉSILIATION	15
ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	15
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG	16

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Représentant de l'acheteur

1.1. Nom et adresse officielle de l'acheteur

INSA de Toulouse
135 Avenue de Rangueil,
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Télécopie : 05 61 55 95 00
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

1.2. Type d'acheteur public

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Article 2. Objet du marché public

La présente consultation a pour objet une assistance à maîtrise d'ouvrage programmatrice relative à la mission de programmation relative au projet de rénovation énergétique et de réhabilitation du bâtiment 11 Génie Mécanique de l'INSA de Toulouse et la construction d'un Centre d'Apprentissage (Learning Commons).

Lieu de prestation du service : INSA TOULOUSE, 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE CEDEX 4.

Article 3. Durée du marché

La durée globale d'exécution du marché commence à courir à partir de sa notification jusqu'à la notification du marché de maîtrise d'œuvre suite à la passation d'un concours.

Un calendrier prévisionnel est joint en annexe n° 1 au CCTP. Il sera réajusté avec le titulaire après la notification du marché, et les délais d'exécution feront foi.

Article 4. Documents contractuels

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement (AE) et son annexe financière :
 - Annexe n° 1 à l'Acte d'engagement : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe n° 1 au CCTP : Calendrier prévisionnel de l'Opération ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (*) ;
- L'offre technique du titulaire (la note méthodologique et tout document complémentaire) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Article 5. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG Prestations Intellectuelles, le futur titulaire du marché doit justifier avant notification du marché qu'il est titulaire des assurances précitées.

À l'échéance annuelle des assurances, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Attestations :

A défaut de production de ces pièces, le pouvoir adjudicateur peut, de façon unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des lots et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Article 6. Intervenants

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, en utilisant obligatoirement le formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les documents justifiant des capacités du sous-traitant, notamment :

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de la part sous-traitée ;
- Le RIB du compte sur lequel le sous-traitant souhaite être payé ;
- Inscription au registre professionnel (KBIS ou équivalent) de moins de trois mois ;
- Délégation de pouvoir si le signataire n'est pas la personne désignée dans le registre ;
- Attestations prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales, sociales, et relevant du code du travail ;
- L'assurance responsabilité civile et professionnelle ;
- Autres éléments justifiant des capacités du sous-traitant si besoin (références, qualifications, effectifs, chiffre d'affaire).

Le dossier d'agrément du sous-traitant en cours de marché doit être transmis au maître d'ouvrage (courrier recommandé ou remis en mains propres lors des réunions de chantier).

Le Pouvoir adjudicateur ayant 21 jours pour valider la déclaration de sous-traitance (article R2193-4 du Code de la commande publique), le Titulaire doit faire preuve de diligence pour envoyer son dossier en laissant un délai suffisant pour que le sous-traitant puisse être agréé avant son intervention.

* Concernant les missions de maîtrise d'œuvre, compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, le maître d'œuvre ne pourra sous-traiter que certaines prestations. La sous-traitance se fera dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L.2193-3 et suivants du Code de la commande publique.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

Article 7. Caractéristiques des prix du marché public

7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire. Les prix des prestations sont indiqués dans l'annexe n°1 à l'Acte d'engagement : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

7.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG Prestations Intellectuelles, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et au transport jusqu'au lieu des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.3. Variation des prix

Les prix initiaux (DPGF) sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de remise de la dernière offre du marché (après négociation éventuelle), ce mois est appelé M0 « mois zéro ».

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initiaux du marché * CR

CR = 0,15 + [0,85 * (c1/C1)]

Où :

- **c1** = indice 1711010 - Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 en vigueur à la date à la date de révision moins 3 mois ;
- **C1** = indice 1711010 - Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

La révision des prix suit la périodicité des acomptes (cf. article 10.3). Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Détermination des prix de règlement

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

Article 8. Avance

L'option A du CCAG Prestations Intellectuelles est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 15% du montant initial du marché. Cependant, le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une **garantie à première demande (GAPD)** engageant le titulaire au remboursement, s'il y a lieu, du montant de l'avance consentie.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article 9. Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

Article 10. Modalités de paiement

10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Stéphanie PAYET
Agent Comptable de l'INSA de Toulouse
INSA TOULOUSE
135 avenue de Ranguel,
31077 TOULOUSE CEDEX 4

10.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

La périodicité de la facturation est indiquée à l'article 10.3.

Information sur l'Acheteur pour Chorus Pro :

Nom : INSA TOULOUSE.
SIRET : 19310152400018.
Code service : Pas de code service.
Numéro d'engagement : transmis après notification du marché.
Numéro de marché à indiquer pour le dépôt de la facture.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. **Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation Chorus Pro, elle sera non-traitée par l'INSA.**

En cas d'erreur sur les factures déposées dans Chorus Pro, le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

10.3. **Acomptes**

En complément à l'article 11 du CCAG Prestations Intellectuelles, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Phase technique n° 1 : Programmation technique détaillée	100% à l'approbation par l'INSA de Toulouse du Programme fonctionnel, architectural, technique et environnemental (cf. DPGF).
Phase Technique n° 2 : Marché du bureau de Contrôle Technique (CT) et marché de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)	100% à l'approbation par l'INSA de Toulouse des deux rapports d'analyse des offres (cf. DPGF).
Phase Technique n° 3 : Concours d'architecture et d'ingénierie	
Phase candidatures	100% à l'approbation par l'INSA de Toulouse du DCE Phase Candidatures, du rapport d'analyse des candidatures, et de la sélection des 3 candidats retenus (cf. DPGF).
Phase offres	Acompte à 100% de la tâche : « Elaboration du dossier de consultation » à l'approbation par l'INSA de Toulouse du DCE Phase Offres (cf. DPGF). Le solde à l'issue de la négociation avec le lauréat du Concours de maîtrise d'œuvre et de la mise au point du marché avant notification (cf. DPGF).

10.4. **Solde**

Le solde ne pourra être payé qu'après l'exécution de l'ensemble des prestations.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

Article 11. Modalités de communication

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 12. Exécution des prestations

La description des prestations sont décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe.

Article 13. Clause de réexamen et modifications

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications du programme initial conduisant à des modifications importantes dans la consistance du projet, avec un rallongement significatif de la durée d'exécution du marché ayant une incidence financière pour le titulaire, un nouveau forfait de rémunération (DPGF) est alors fixé par avenant. La clause de réexamen est passée dans le respect des dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Les autres modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-2 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Article 14. Propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

Article 15. Admission

En application de l'article 28 du CCAG Prestations Intellectuelles, dans les deux (2) mois, l'acheteur procédera aux vérifications et notifiera sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Article 16. Délai de garantie

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de l'admission.

Article 17. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité

Confidentialité

Le titulaire est tenu par une obligation de confidentialité conformément à l'article 5.1 du CCAG Prestations Intellectuelles. Ces obligations s'imposent également aux éventuels sous-traitants du titulaire.

Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG Prestations Intellectuelles, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Zones à régimes restrictif

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 18. Pénalités

18.1. Généralités sur les pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG Prestations Intellectuelles, l'INSA de Toulouse se réserve le droit d'appliquer des pénalités au titulaire du marché indiqués dans l'article 18.2. Les pénalités peuvent être appliquées sur simple constatation de la défaillance du titulaire par l'INSA de Toulouse, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités peuvent être provisoires en cas de résolution à l'amiable sur décision expresse de l'INSA de Toulouse.

Les montants de pénalités sont des montants hors taxes (HT).

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités sont appliquées de façon cumulative.

18.2. Pénalités

18.2.1. Pénalités pour retard

En cas de retard du délai d'exécution de chaque prestation attendue ou dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés dans le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations (annexe n° 1 au CCTP), il sera appliqué une pénalité journalière égale à 1/500^{ème} du montant du marché. Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

18.2.2. Pénalités pour non-respect de la note méthodologique

Une pénalité forfaitaire de 1000 € HT peut être appliquée, à chaque constatation de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique.

18.2.3. Pénalités pour absence ou retard aux réunions

Afin de permettre une bonne exécution du marché, l'INSA de Toulouse et le titulaire peuvent convenir librement d'une ou plusieurs rencontres (sur site ou à distance), en plus des réunions indiquées dans le CCTP. La présence du titulaire est obligatoire à toutes les réunions. L'absence du titulaire injustifiée, ou son remplacement par des personnes non déclarées à l'INSA de Toulouse entraîne l'application de la pénalité. Tout retard ayant pour conséquence une annulation de la réunion programmée équivaut à une absence injustifiée. En cas d'absence injustifiée à la réunion, le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € HT.

18.2.4. Pénalités pour un sous-traitant non déclaré

Une pénalité de 300 € HT sera appliquée, par jour calendaire à compter de la date de découverte du sous-traitant non déclaré, et jusqu'à la date de la réception de la déclaration de sous-traitance.

18.2.5. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'INSA de Toulouse applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 19.

Mesures coercitives

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG Prestations Intellectuelles, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 20.

Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux

Conformément à l'article 36 du CCAG Prestations Intellectuelles, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG Prestations Intellectuelles, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG Prestations Intellectuelles, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG Prestations Intellectuelles.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Article 21.

Litiges et différends

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
Tél. : 05 62 73 57 57
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
Tél. : 05 62 73 57 57
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.